



par de nouveaux mobiles dérivés de leur quête de significations, mettraient en cause le déterminisme (à travers l'apologie d'un sujet opposé à la bureaucratie, centralisée, des appareils syndicaux et politiques) et le matérialisme (à travers la valorisation de la réalisation de soi dressée contre la réduction des revendications au seul motif quantifiable du salaire), là encore schématise les acquis "des sciences historiques", comme les appelait Max Weber, ce qui, lorsque des sociologues sont en cause, est pour le moins paradoxal.

Il faut en effet avoir une piètre considération pour l'histoire pour croire qu'il y a peu encore une classe ouvrière unifiée sous la direction d'un appareil de mobilisation tout puissant s'opposait à un patronat tout aussi homogène. En effet, nombre de monographies montrent la diversité des modes de lutte<sup>3</sup> et expliquent que les « divisions sectorielles et de qualification se traduisent par des modes de rétribution différenciés face auxquels les formes de lutte ne peuvent être ni uniformes ni identiques ». Des études plus synthétiques montrent, on ne peut mieux, que dans la période qui précède la première guerre mondiale déjà la « diversification interne des classes dominantes, des classes moyennes et des classes dominées s'accompagne d'une organisation nouvelle des groupes sociaux pour défendre leurs intérêts ou améliorer leur position relative dans la structure sociale »<sup>4</sup>. C'est dire que l'époque figée dans un rapport de classes antagonistes que les tenants du post-modernisme affirment comme dépassée n'a jamais existé que dans leur imagination.

S'il n'y a pas de nouvel âge s'opposant radi-

<sup>3</sup> Pigenet M., *Les ouvriers du Cher, fin XVIIIe-1914. Travail, espace et conscience sociale*. Institut CGT d'histoire sociale, Montreuil, 1990.

<sup>4</sup> Charle Ch. *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*. Paris, Seuil, 2001.

calement à l'époque de la modernité, il n'y a guère plus de nouveauté dans la diversité des motifs des luttes d'aujourd'hui : relire l'histoire du mouvement ouvrier d'Edouard Dolléans<sup>5</sup> le montre bien. Certes, les revendications matérielles (l'augmentation des salaires), jugées aujourd'hui un peu trop facilement comme secondaires en regard des revendications d'accomplissement de soi, occupent une place primordiale, mais faut-il rappeler que les salaires, à la fin du XIXe, sont le plus souvent inférieurs au coût de la vie<sup>6</sup> et que les conditions de travail usent précocement les corps. Cette priorité n'empêche nullement d'autres thèmes d'apparaître dont le travail des enfants, le travail des femmes enceintes, le temps libre, la place des immigrants, l'éducation, les taudis, la misère de la vieillesse, ... plus tard, l'insécurité sociale, et aussi les services publics, la défense des droits des représentants ; certains mouvements s'attachent même à un mode de vie (la lutte contre l'alcoolisme chez les marins-pêcheurs par exemple).

Faut-il ajouter que tout se passe comme si l'insistance sur la nouveauté avait comme effet de permettre aujourd'hui de minorer l'importance des revendications d'augmentation de salaires (très faibles pour de nombreux salariés précaires et/ou payés au SMIC) et de passer sous silence les demandes d'amélioration de conditions de travail éprouvantes (l'usure du corps est manifeste lorsque à la pénibilité des postes de travail d'une organisation taylorienne-fordiste est venue s'ajouter la pénibilité d'une adaptation permanente à des rythmes flexibles). De plus l'insistance sur cette diversité des motifs de revendication qui serait concomitante d'un épanouissement de sujets toujours plus

<sup>5</sup> Dolléans E., *Histoire du mouvement ouvrier*. Paris, A. Colin, 1946.

<sup>6</sup> Weill G., *Histoire du mouvement social en France (1852-1924)*. Paris, F. Alcan, 1924.

individus ignore trop souvent le renforcement corrélatif des façonnements et contraintes sociales qu'exercent et imposent les organisations dominantes du champ économique et du champ politique.

Reste que dans les vingt dernières années du XXe siècle, les formes et l'étendue des dominations se sont considérablement diversifiées et, en même temps, concentrées, que les champs politiques et syndicaux, qui connaissent leurs transformations propres, en sont affectés et que, dans ces conditions, les contenus revendiqués, les manières de le faire, et les caractéristiques des militants ne peuvent être que renouvelés pour tenter de s'y ajuster.

Mais on ne peut le comprendre qu'à la condition de penser les luttes syndicales et politiques comme, inséparablement, des luttes matérielles (ayant les conditions d'existence comme enjeu) et des luttes symboliques (ayant comme enjeu les représentations du monde social et les modèles de son organisation). En effet, les luttes revendicatives ne peuvent atteindre leur objectif de maintien ou d'amélioration des conditions d'existence qu'en conservant ou en modifiant les perceptions des positions sociales en cause. Elles ne peuvent réussir — et n'être pas seulement des luttes défensives — qu'en construisant une vérité du monde social partagée, donc en s'opposant aux autres tentatives et aux essais de délégitimation (ou de discrédit symbolique) qu'on leur oppose. Mais cette construction d'une vision du monde, cohérente avec les exigences des habitus et les contraintes des trajectoires sociales des agents concernés, n'a de chances d'aboutir qu'autant qu'elle est portée par une dynamique de mobilisation. Ce travail suppose que l'entreprise revendicatrice sache se faire entendre et qu'ainsi tout se passe comme si étaient assurées aussi bien des fonctions d'intimidation et même

de pression sur l'adversaire, que des fonctions de conjuration du malheur, de réassurance et de réarmement psychologique et moral de ceux qui sont concernés.

Il est vrai que la mobilisation, surtout lorsqu'elle est située dans une partie dominée de l'espace social, n'y surgit pas spontanément. Elle apparaît au terme de processus complexes de codages et de mise en forme de sentiments d'insatisfaction, d'injustice, d'inégalité, d'humiliation ou d'indignation. La structure du capital caractérisant ces positions sociales est ici déterminante : dans les parties de l'espace social où la question des salaires est la plus importante, les inégalités et surtout les injustices dans la redistribution des revenus seront déterminantes, par contre dans les parties de l'espace social où le capital culturel compte beaucoup, les injures au capital symbolique seront influentes. La force d'un tel mouvement collectif est d'autant plus intense que les membres du groupe se croient liés les uns aux autres, savent faire croire à leur détermination et délèguent une représentativité à des représentants. Cette dynamique de la croyance ne peut s'établir et atteindre à l'efficacité que dans la mesure où elle est soutenue par un travail incessant sur les représentations du monde social et les manières de faire. Ce travail dépend d'un certain nombre de conditions : il faut une proximité des modes de vie, un partage de références communes, une adhésion aux mêmes schèmes de pensée pour qu'il s'établisse aisément. Mais ce travail dépend aussi de l'activité des militants car les mobilisations nées dans les parties les plus dominées de l'espace social ne disposent que bien rarement d'une direction administrative institutionnalisée de façon permanente. Dans ces conditions, réactiver la confiance du groupe rassemblé est une opération essentielle puisque les entreprises revendicatrices, même dotées d'un appareil capable de mobiliser les ressources, sont ra-

dicalement différentes des organisations bureaucratiques dont le pouvoir est cristallisé dans des règlements, des procédures, des habitudes de fonctionnement instituées, dont le ressort est clairement défini et dont les finalités sont inculquées et mobilisés à un point tel que leur intériorisation en évite la réaffirmation régulière. Faute de cette bureaucratie, les associations et syndicats sont donc nécessairement obligés, pour assurer leur pérennité, de concrétiser leur représentativité et, pour cela, de faire la preuve de leur capacité mobilisatrice en faisant exister les groupes qu'ils affirment représenter ou en rappelant qu'ils les ont fait exister ; il leur faut donc sans cesse réactiver la confiance qui leur est adressée, puisque leur pouvoir repose moins sur des définitions de fonctions que sur la participation et la délégation temporaire, moins sur des agents recrutés pour leurs apprentissages fonctionnels et motivés par une carrière que sur des agents rassemblés par le partage d'un même idéal et mobilisés par des récompenses symboliques, moins sur des règles formalisées et rationnelles que sur des décisions singulières reposant sur des critères éthiques, moins sur une division du travail organisée à partir de principes rationnels que sur un mélange de tâches et d'activités hétérogènes.

Ces dynamiques sociales sont d'autant plus diversifiées qu'elles sont mises en œuvre par des groupes d'agents issus de parties distinctes de l'espace social qui entrent, chacun à partir d'une position particulière, dans le *champ* de la revendication. Cette diversité de positions qui induit des stratégies spécifiques dès lors que les instances spécialisées dans la revendication sont amenées à se différencier les unes des autres (chacune réagit aux dominations politiques et économiques à partir de son point de vue, chacune mobilise un groupe en fonction de l'espèce de capital dominante dans ce groupe, chacune tente d'assurer sa pérennité en renforçant le

“capital revendicatif” qu'on lui attribue) est, en quelque sorte, amplifiée par les transformations du champ économique et concomitamment par les tensions induites dans l'espace syndical et politique.

Les fusions des firmes qui concentrent ainsi un plus grand capital économique ; leur capacité, en soumettant les États aux chantages à l'emploi, à imposer une discipline salariale et une maîtrise des finances publiques ; leur volonté de casser les collectifs organisés qui soutenaient la résistance et de contourner quand ce n'est défaire les contraintes du droit du travail et de l'État social ; la mise en place d'une nouvelle organisation du travail construite autour d'une livraison « juste à temps » des sous-traitants aux entreprises donneuses d'ordres ont complètement modifié le fonctionnement du champ économique et, surtout, lui ont permis de revendiquer la place déterminante dans la course à la suprématie qui structure le champ du pouvoir<sup>7</sup>. Le champ économique est de mieux en mieux placé pour prétendre imposer son mode de penser et ses manières de faire comme l'aune à laquelle les pratiques de tous les autres champs devraient se référer.

Cela n'est pas sans conséquence sur le champ politique qui (alors qu'il est de plus en plus organisé autour d'une professionnalisation qui facilite en y contribuant la reproduction des classes dominantes), est obligé — quand ce n'est sommé — de s'adapter aux nouveaux rapports économiques. C'est dire que les agents du champ politique, malgré toutes les incantations aux “aspirations des classes populaires” ou “aux besoins exprimés par le terrain” peuvent être, dans leur style de vie comme dans leurs représentations du monde social, de plus en plus distants des préoccupations et des conditions d'existence populaires. Pour le

---

<sup>7</sup> Bourdieu P., *La noblesse d'État*. Paris, éd. Minit, 1989.

dire autrement, tout montre que plus le champ politique se referme sur lui-même (en étant soumis aux exigences des agents dominants du champ économique) moins il est à même d'exprimer et à fortiori de détendre les « compressions » comme les nommait Durkheim, que subissent les classes dominées. Cette fermeture de l'univers politique sur lui-même est sans doute plus ressentie encore lorsque les difficultés que connaissent des agents ne deviennent des problèmes sociaux entrant enfin dans l'arène politique que parce que l'univers des médias s'en est saisi et les a traduits dans son système d'expression propre. Dans ces conditions, des thèmes et des manières de faire portés par des agents qui apparaissent comme d'autant plus nouveaux qu'ils ne se sentent pas ou plus représentés par le champ politique ne peuvent que se faire jour dans l'espace de la revendication. Mais cette apparition de nouveaux entrants bouleverse les manières de faire en modifiant les positions relatives des uns et des autres, les obligeant à redéfinir leurs orientations.

Cette diversification dans les manières de faire est sans doute d'autant plus accentuée que les syndicats et plus généralement les organisations spécialisées dans la revendication voient, eux aussi, diminuer l'efficacité de leurs pratiques d'écoute et de diffusion de nouvelles revendications ; dans la mesure où la reproduction des militants à même de se constituer en porte-parole est mise en cause par la transformation du fonctionnement des univers de travail (par exemple par le fractionnement qu'induit le travail à temps partiel — plus souvent dans la population salariée féminine — et le travail intérimaire — plus souvent dans la population salariée masculine —) et par la répression des activités militantes (le nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel est très élevé depuis plusieurs années). Cette capacité de renouvel-

lement des manières revendicatives et des thèmes de revendications est aussi rendue difficile, surtout dans l'univers ouvrier des grandes entreprises, par la quasi impossibilité d'une transmission d'une culture ouvrière et surtout d'un habitus de résistance. Tout se passe en effet comme si s'était progressivement mise en place une sorte de rupture dans la succession dès lors que les différences de générations se doublent de différences de statuts (contrats à durée indéterminée contre intérim ou temps partiel), de différences de modes de vie (installation contre précarité), de différences de réception des mémoires collectives très liées aux origines des populations immigrées (histoires des luttes syndicales, histoire des luttes anticoloniales, histoires des oppositions à des pouvoirs quasi féodaux, histoires de réactions au racisme, ...) et surtout des différences dans la constitution des habitus scolaires et professionnels redoublés à leur tour par des différences dans la perception de l'avenir probable (une perception souvent collective adossée au quartier ou à l'atelier pour les militants âgés contre une perception plus individualiste des plus jeunes organisant "la débrouille").

Dans ces conditions, les politiques de dépolitisation menées par les dirigeants du champ économique et par les agents qui relaient cette vision dans le champ politique, ont toutes les chances de démobiliser en démoralisant les militants habitués aux formes de revendications instituées, elles peuvent aussi freiner l'entrée dans le champ de la contestation en détournant de nombreux individus du militantisme, mais elles ne peuvent pas totalement empêcher — étant donné la diversité des positions sociales et l'incertitude qui affecte leurs propres prises de positions — que s'ouvrent, renforcées d'ailleurs par les luttes de concurrence que se livrent les entreprises revendicatrices, des possibilités de revendication et de modalités d'action renouvelées d'autant plus efficaces qu'elles montrent la détermination des participants.